Burundi : "Une seule femme pour un seul homme" pour maîtriser la démographie

@rib News, 18/07/2017 Source Xinhua Le ministre de l'Intérieur et de la Formation Patriotique, Pascal Barandagiye (photo), a rappelé mardi le principe d'"une seule femme pour un seul homme" ou d'"un homme pour une seule femme" du gouvernement du Burundi pour maîtriser la démographie galopante dans le pays. "Concernant la question des unions libres, la situation est alarmante par endroits. C'est l'une des raisons qui a alerté la haute autorité du pays qui a exigé cette fois-ci qu'il y ait une seule femme pour un seul homme ou un seul homme pour une seule femme", a indiqué le ministre Pascal Barandagiye.

Il s'est exprimé au cours d'une conférence de presse sur les réalisations de son ministère pendant les deux premiers mois du deuxième semestre 2017. Il a fait savoir que même les musulmans doivent respecter ce principe et respecter la loi du pays car, a-t-il dit, "notre pays est un Etat laïc, c'est-à-dire qu'il n'est basé sur aucune religion". Il a fait savoir qu'il a recommandé ces musulmans de prendre la première femme parce que, a-t-il dit, c'est finalement avec elle qu'il partage plus de confiance et d'intimité compte tenu du temps qu'il vient de passer avec elle. Il a toutefois relativisé les cas où le mari n'aura pas choisi la première femme. Ainsi, a-t-il dit, "comme la loi donne la liberté à chaque personne de se marier avec qui elle veut, si le mari ne choisit pas la première femme, on pourra respecter son choix, mais, quelle que soit la solution prise, l'administration devra veiller aux conditions de vie d'autres femmes qui n'auront pas été choisies. L'administration est pour tout le monde y compris les femmes qui n'auront pas été choisies". La lutte contre les unions libres a été amorcée par le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza dans son discours du 1er mai 2017 lors de la Fête Internationale du Travail où il a annoncé une série de mesures à prendre pour "moraliser la société burundaise". "On observe des cas de mariages illégaux, ce qui fait qu'il y a les deuxième, troisième femmes qui ne sont pas reconnues par la loi, des centaines de filles dans les écoles qui se font engrosser. Alors, notre souhait est que, d'ici le 31 décembre 2017, tous les mariages du Burundi soient reconnus par la loi pour éviter aux femmes et surtout aux enfants tous ces problèmes", a souligné le chef de l'Etat dans son discours du 1er mai 2017. Le ministre de l'Intérieur et de la Formation Patriotique est revenu dans sa conférence de presse de mardi sur l'ampleur de ces unions libres dans les sept provinces sur les 18 que compte le pays où le dépouillement d'un recensement de telles unions vient de terminer. Ainsi, 94.550 cas d'unions libres ont été recensés dans les provinces. Au Burundi, la maîtrise de la démographie galopante reste un combat de grande haleine avec un taux de procréation de 6,4 enfants par femme sur un territoire de 27.834 km² abritant aujourd'hui près de 11 millions d'habitants.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});